

## UNICEF RAPPORT ANNUEL 2006

**Jesper Morch, Représentant de l'UNICEF au Viet Nam, parle de l'initiative concernant la réforme de l'ONU dans ce pays.**

**Q : Parlez-nous de l'approche «Une ONU » qui a fait l'objet d'un programme pilote en 2006 au sein du bureau du Viet Nam et de ce que vous avez appris.**

R : L'initiative de réforme au [Viet Nam](#) (en anglais) a précédé le Groupe de haut niveau ainsi que «Unis dans l'action » d'un bon laps de temps, entre douze et dix-huit mois. C'était à cause de la réalité spécifique du Viet Nam qui est sorti d'une pauvreté abjecte au début des années 90 puis, entre 1993 et 2004, a fait passer la pauvreté absolue à juste un peu en dessous de 20 %. La croissance du Viet Nam est en ce moment la seconde croissance économique mondiale, le pays est un des préférés des donateurs, le plus important bénéficiaire de l'APD [aide publique au développement] par habitant parmi tous les pays du monde. C'est un pays qui deviendra un pays à revenu intermédiaire en 2011 et un pays complètement industrialisé en 2020.

Dans ce contexte, au milieu des années 80, nous [les Nations Unies] apportons plus de 50 % de l'APD; en 2007, nous apportons moins de 2 % de l'APD. Certes, l'ONU cela n'a jamais été une question de montant des sommes apportées, mais cela constitue une différence significative. Les 2 % ne nous permettent certainement pas de nous asseoir à la table des négociations où des décisions importantes sont prises, particulièrement [dans un pays] qui a aussi adopté la nouvelle aide mondiale et qui a transformé la Déclaration de Paris sur l'efficacité de l'aide de mars 2005 en [Engagement de Hanoï sur l'efficacité des aides](#) (en anglais) en mai 2005. Et qui a interpellé le bloc de l'ONU en déclarant : «Vous soutenez mondialement ces programmes vers une plus grande cohérence, vers une affectation nationale et gouvernementale des processus de développement, vers la diminution des chevauchements et des superpositions dans le but d'une plus grande efficacité. Mais si nous considérons ce que vous êtes en train de faire ici au Viet Nam, nous ne le voyons pas transposé en actions pratiques. » Nous avons eu un problème de pertinence au Viet Nam et, en raison de cela, nous avons décidé de nous rapprocher davantage l'un de l'autre et nous avons commencé à évoquer les « Cinq Un » c'est-à-dire Un chef, Un plan, Un budget, Une maison et Un ensemble de pratiques commerciales.

Nous parlons toujours des débuts, bien avant que le Groupe de haut niveau n'ait réalisé son rapport. Il y a eu un document sur le concept à la fin de 2005 puis un carnet de route au début 2006. Le carnet de route a été adopté par le gouvernement et transposé en un ensemble de principes et d'objectifs acceptés et établis par le Premier ministre. Le Premier ministre a alors mis en place un groupe de travail tripartite composé du gouvernement, de donateurs de premier plan et des organismes de l'ONU. Cela a coïncidé avec le Groupe de haut niveau et l'initiative « Unis dans l'action » [si bien que] il est devenu naturel que nous en devenions un des pays pilotes. Il s'agit pour une large part d'une initiative qui s'est faite sous l'impulsion du Viet Nam d'où elle tire son origine.

**Q : Quels ont été les réalisations spécifiques enregistrées en 2006 qui utilisent ce modèle commun ?**

R : Il est probablement trop tôt pour parler de réalisations. Il faudra encore quelque temps avant de se rendre compte de la grande différence entre ce que nous aurions été capables de réaliser en tant que 12 [agences de l'ONU] et ce que nous pouvons maintenant réaliser comme une seule.

**Q : N'y a-t-il pas eu des surprises durant le processus?**

Il y a deux choses qui nous ont pris un peu par surprise. Quand nous avons conçu tout ceci en 2006, nous l'avons vraiment orienté autour de deux principes fondamentaux : le premier était l'idée que dans l'approche «Unis dans l'Action», le [Coordonnateur résident](#) (en anglais) deviendrait non seulement le responsable en titre mais aussi le véritable responsable des agences participantes. Et le deuxième principe était l'idée d'une approche à deux niveaux où nous disions que ceci est un processus inclusif qui permettra à quiconque le désire de pouvoir s'y joindre. Mais en même temps nous nous sommes rendu compte que nous ne pouvions pas agir à la même allure entre tous les financements, les programmes et [les institutions spécialisées des Nations Unies](#), et que nous devons commencer avec ceux qui le pouvaient tout en laissant la porte ouverte à ceux qui souhaiteraient s'y joindre quand et lorsqu'ils le pourraient.

Et ces deux choses sont devenues peut-être les deux plus gros problèmes. Il y a l'accord nominal selon lequel le Coordonnateur résident aura une plus vaste autorité mais en réalité nous constatons que nous faisons référence à un nombre de responsabilités supplémentaires, mais pas nécessairement à une autorité élargie, et il reste toujours quelques questions concernant l'obligation de rendre des comptes que nous n'avons pas été capables de régler.

L'autre chose qui peut-être nous a pris par surprise : nous avons supposé que la création d'un ensemble unique de pratiques commerciales ferait l'objet de nombreuses difficultés mais, en fait, il s'est avéré aller très loin, très vite. Cela a constitué une expérience gratifiante. Dès le début, parce que nous avons une approche à deux niveaux, nous avons obtenu une décision unanime au sein de l'équipe de pays de l'ONU : tous les membres ont été d'accord pour dire que c'était une bonne chose que chacun apporte son soutien. Mais certaines des agences spécialisées ont dit très clairement : «Nous ne serons pas capables de nous joindre à cela dès le début. » Et en fait, nous nous sommes retrouvés avec six institutions ayant la même attitude.

**Q : Y a-t-il eu des collaborations croisées et des partages d'informations avec les autres pays de l'approche « Une ONU » qui ont également participé au programme-pilote en 2006 ?**

R : Il y a eu une répartition des tâches dans le fait qu'il est sans doute juste de dire que le PNUD [le Programme des Nations Unies pour le Développement], l'UNFPA [le Fonds des Nations Unies pour la population] et l'UNICEF ont supporté la plus grande partie du fardeau mais qu'ils ont été soutenus par trois autres participants sur les six institutions qui travaillent pour l'instant ensemble à l'approche « Une ONU » : l'ONUSIDA [le Programme commun des Nations Unies sur le VIH/SIDA], l'UNIFEM [le Fonds de développement des Nations Unies pour la femme] et les VNU [les Volontaires des Nations Unies].

Et les institutions spécialisées ont peut-être un peu moins contribué au modèle mais nous avons l'équipe de pays de l'ONU et l'équipe de pays de l'ONU, ce *sont* les Nations Unies au Viet Nam. Il y a eu des systèmes informels mis en place entre les pays mais jusqu'ici nous avons mieux réussi dans le maintien de la communication entre chacune des agences dans chacun des pays travaillant sur la cohérence de l'action du système ou sur la réforme de l'ONU, que dans la communication entre les équipes de pays de l'ONU dans les huit organismes pilotes et certains des bureaux. C'est un obstacle très important pour le [GNUD](#) (en anglais) [le Bureau du Groupe des Nations Unies pour le développement] et pour tous les participants du PNUD et du GNUD, en particuliers les ex-agences de communication. Certains des sites Internet qui ont été mis en place sont satisfaisants. Il y a des possibilités de communication mais il est important de partager les expériences et de tirer des enseignements de l'expérience des autres. Il est au moins aussi important de souligner que nous faisons tous partie de programmes pilotes : ces approches ne sont pas encore des modèles. Nous faisons partie d'un programme-pilote, nous sommes inspirés par nos réalités nationales et les besoins du pays pour lequel travaille l'équipe de pays de l'ONU. Si nous pouvions au niveau régional et mondial tirer des expériences de ces projets pilotes et les appliquer à la construction de modèles, ce serait fantastique.

**Q : L'intérêt principal de l'UNICEF est de veiller à ce que le travail des organisations de l'ONU pour les enfants et leurs droits soient aussi bien sinon mieux servis par l'approche commune. Quelles mesures programmatiques sont prévues pour y veiller ?**

R : Je suis convaincu que, en faisant partie de l'initiative « Une ONU » au Viet Nam, nous sauvegardons les meilleurs intérêts des enfants au Viet Nam et veillons à ce que à la fois les plans de l'UNICEF et ce qu'il y a de meilleur pour le intérêts des enfants figurent parmi les priorités des opérations de développement. J'ai été associé à la réforme de l'ONU depuis 1997. J'ai été un des 21 premiers facilitateurs du PNUAD [Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement] à être appelé à New York et à avoir reçu une formation des différentes agences. Je pense que de multiples façons nous ne sommes pas allés très loin dans la réforme de l'ONU et que l'UNICEF n'a jamais été à la tête de ces efforts, pour une variété de raisons, dont certaines étaient bonnes.

Il y a aujourd'hui un ensemble de préoccupations, y compris à l'UNICEF, sur notre capacité à maintenir notre visibilité, notre capacité à maintenir notre capacité à mobiliser des ressources dans le secteur privé et ainsi de suite. Je ne vais pas faire de déclarations catégoriques, aussi bien au plan régional que mondial, mais en ce qui concerne le Viet Nam et l'enfant vietnamien, faire partie de ces manoeuvres nous permet à nous, à

l'UNICEF, d'élargir notre influence, de l'ensemble des ministères avec lesquels nous avons toujours traditionnellement travaillé à d'autres ministères comme le ministère du plan et de l'investissement, le ministère des finances et d'autres ministères clés qui en ce moment sont déterminants pour le développement économique et social de ce pays. Notre accès à ces ministères nous permettra de promouvoir les intérêts des enfants vietnamiens en général et des enfants des minorités ethniques en particulier. Cela nous permettra de placer les enfants en haut de l'ordre du jour des Nations Unies et nous permettra de motiver d'autres agences et de renforcer leurs capacités pour nous exprimer avec la même force, ou une force approchant la force que nous utilisons à l'UNICEF lorsqu'il s'agit des questions touchant les enfants.

Je pense qu'il s'agit d'une situation où tout le monde est gagnant. Je ne doute pas un seul instant que nous aboutirons à une meilleure visibilité, à une place plus importante pour les enfants dans les efforts de développement national du Viet Nam. Nous ne pouvons pas échouer.